



Beaujon, Bichat - Claude Bernard, Bretonneau, Lariboisière – Fernand Widal, Louis-Mourier, R. Debré, Saint Louis, P. Doumer

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

### PRESTATIONS DE SERVICES

#### Lieux d'exécution du marché :

Hôpital Saint-Louis  
1, avenue Claude Vellefaux  
75475 Paris cedex 10

Hôpital Lariboisière  
2, rue Ambroise Paré  
75475 Paris cedex 10

Hôpital Fernand Widal  
200, rue du faubourg St-Denis  
75475 Paris cedex 10

Hôpital Robert Debré  
48, boulevard Sérurier  
75935 Paris cedex 19

Hôpital Bretonneau  
23, rue Joseph de Maistre  
75475 Paris cedex 18

Hôpital Paul Doumer  
1, Rte de l'Hôpital  
60140 Labryère

#### Date et heure limites de réception des offres :

**10 Décembre 2025 à 12h00**

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1. OBJET, TYPE ET DUREE DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>3</b>
1.1 OBJET .....	3
1.2 TYPE.....	3
1.3 DUREE.....	3
1.4 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES .....	3
1.5 COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION .....	4
<b>ARTICLE 2. FORME DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
2.1 ALLOTISSEMENT .....	4
2.2 TRANCHES .....	4
2.3 PRIX .....	4
2.4 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE) .....	5
2.5 VARIANTE .....	5
<b>ARTICLE 3. CONSTITUTION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE ET DES DOSSIERS D'OFFRE.....</b>	<b>5</b>
3.1 LES CONDITIONS DE LANGUE .....	5
3.2 CONSTITUTION DU DOSSIER DE REPONSE .....	5
3.3 GROUPEMENT DE CANDIDATS .....	7
3.4 SOUS-TRAITANCE .....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
<b>ARTICLE 4. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS.....</b>	<b>8</b>
4.1 MODALITES D'ENVOI DES PLIS .....	8
4.2 FORMAT D'ENVOI.....	9
<b>ARTICLE 5. VISITE DES LIEUX .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 6. JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 7. PIECES A FOURNIR PAR LE CANDIDAT RETENU .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 8. NON RETENUS ET VOIES DE RECOURS .....</b>	<b>11</b>
8.1 NON RETENUS .....	11
8.2 RECOURS .....	11
<b>ARTICLE 9. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....</b>	<b>11</b>

## ARTICLE 1. OBJET, TYPE ET DUREE DE LA CONSULTATION

### 1.1 Objet

Le présent Règlement de consultation est relatif aux conditions d'exécution des **Prestations intellectuelles et Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux des** hôpitaux Bretonneau, Lariboisière - Fernand Widal, Saint Louis, R. DEBRE et P. DOUMER, **établissements**, de l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris.

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### 1.2 Type et montant

Conformément aux dispositions des articles R2124-1, R2131-16 R2131-17 R2131-18, R2124-2, R2161-2 R2161-3 R2161-5 et R2161-4 du code de la commande publique, il s'agit d'une consultation passée selon la procédure d'appel d'offres ouvert.

L'accord-cadre comporte principalement des prestations qui seront réalisées par l'émission de bons de commande conformément aux dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du Code de la Commande Publique.

Le montant maximum de dépenses couvertes pour les prestations unitaires, sur l'ensemble de la durée totale (soit 4 ans) de l'accord-cadre, est fixé comme suivant :

Lots	Montant minimum	Montant maximum en €HT
Lot 1 : OPC	0	400 000
Lot 2 : CT	0	600 000
Lot 3 : CSSI	0	500 000
Lot 4 : CSPS	0	300 000
Lot 5 : AMO	0	600 000

### 1.3 Durée

L'accord cadre sera conclu à compter de sa date de notification, conformément à l'article R2182-4 du code de la commande publique, pour une durée d'un an assortie d'une possibilité de reconduction tacite à 3 reprises à la date anniversaire pour une durée d'un an chaque fois, soit une durée d'environ maximum de **4 ans**.

La durée de validité des bons de commande pourra excéder celle de la durée du marché dans la limite de 3 mois à condition que le bon de commande ait été établi avant la date d'expiration du marché.

### 1.4 Délai de validité des offres

Les candidats restent engagés par leur offre pendant un délai de **280 jours** à compter de la date limite de remise des offres fixée en page de garde du présent règlement de consultation.

## 1.5 Composition du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises est composé des pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation
- L'Acte d'engagement à remplir par le soumissionnaire ;
- L'annexe financière ( BPU) de l'Acte d'engagement correspondant à l'offre du candidat ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales relatif aux fournitures courantes et services (CCAG-FCS), non fourni, téléchargeable par les candidats à l'adresse :  
[Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services - Légifrance \(legifrance.gouv.fr\)](#)

### Modification substantielle :

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard **6 jours** avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications non substantielles au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## ARTICLE 2. FORME DU MARCHÉ

### 2.1 Allotissement

Le marché est divisé en 5 lots comme suivant :

- Lot 1 « Mission d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC) »
- Lot 2 « Mission de Contrôle Technique (CT) »
- Lot 3 « Mission de Coordonnateur des Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI) »
- Lot 4 « Mission de Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS) »
- Lot 5 « Mission d'Assistante à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) »

**Les candidats peuvent faire une/des offre(s) pour un seul, deux ou le nombre de lots qu'ils souhaitent.**

### 2.2 Tranches

La consultation est lancée sans tranches.

### 2.1 Prix

Les prix seront révisables.

## 2.2 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Il n'est pas prévu de PSE dans le cadre de cette consultation.

## 2.3 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

# ARTICLE 3. CONSTITUTION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE ET DES DOSSIERS D'OFFRE

## 3.1 Les conditions de langue

La langue utilisée pour présenter les candidatures et les offres est le français.<sup>1</sup>

Conformément à l'article R 2143-16 du Code de la Commande Publique, les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées uniquement si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française.

## 3.2 Constitution du dossier de réponse

### 3.2.1. Constitution du dossier (candidature et offre)

Le dossier déposé sur la plateforme PLACE accessible à l'adresse :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

sera composé des éléments suivants :

#### ➤ Pièces de la candidature

1) la **lettre de candidature** et le cas échéant d'habilitation du mandataire par ses cotraitants (**DC1**) ; Ce document sera accompagné d'un éventuel pouvoir, décerné à la personne qui sera habilitée à engager la société.

2) la **Déclaration sur l'honneur** attestant que le candidat n'est pas dans un des cas d'exclusion (articles L 2141-1 à L 2141-5 et L 2141-7 à L 2141-10 du code de la commande publique) (Incluse dans DC1, case prévue à cet effet à cocher)

3) la **déclaration du candidat (DC2)** indiquant précisément les qualités de la personne habilitée à engager la société.

En annexe de ce document, figureront l'ensemble des éléments de preuve relatifs aux capacités économiques et financières (1), techniques et professionnelles (2) du candidat.

En l'espèce, il est attendu des soumissionnaires :

- au titre des capacités économiques et financières :

- **La déclaration concernant le chiffre d'affaires** annuel minimum de 100 000€ du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- au titre des capacités techniques et professionnelles
- **la présentation de références portant sur des marchés similaires réalisés au cours des 3 dernières années** en milieu hospitalier en indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé (voir annexe 1 à remplir, en page 11 ci-dessous).  
Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

**A cet effet, l'annexe 1 : tableau de références présent dans le DCE est à remplir obligatoirement,**

**L'absence de ce tableau ou la fourniture d'un tableau incomplet est susceptible d'entraîner l'élimination de l'offre**

Pour le lot n°1 (OPC) : **le candidat devra fournir une qualification 0301 délivrée par l'OPQIBI (ou équivalent)**

Pour le lot n°2 (CT) : **Le candidat devra fournir les agréments de la société ainsi que les CV des intervenants en charge de la mission.**

Pour le lot n°3 (SSI) : **le candidat devra fournir une qualification 0321 délivrée par l'OPQIBI (ou équivalent)**

Pour le lot n°4 (SSI) :

**Conformément à la réglementation relative aux compétences et à la formation des coordonnateurs de sécurité et de protection de la santé (définie dans le Code du travail aux articles R. 4532-23 à R. 4532-37 suite au décret 2011-39 du 10 janvier 2011), le coordonnateur devra fournir une attestation de qualification de niveau 2 et 3 en phase conception et réalisation actualisée.**

Les qualifications des groupements seront étudiées globalement, de sorte qu'il n'est pas nécessaire que chaque membre du groupement dispose de l'ensemble des qualifications requises.

→ Le DC1 et le DC2 sont téléchargeables à l'adresse suivante :  
<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

4) un K-BIS datant de moins de 6 mois.

5) une attestation de vigilance (URSSAF).

6) un certificat d'assurance responsabilité civile en lien avec l'objet du marché et en cours de validité.

7) le cas échéant, les déclarations de sous-traitance (**DC 4**). Les sous-traitants devront fournir les pièces administratives suivantes : DC2 et annexes éventuelles, K-BIS de moins de 6 mois, RIB, attestations d'assurance en cours de validité.

8) Une attestation candidat GHU relative à l'application des sanctions contre les ressortissants et sociétés russes dans les marchés publics dûment complétée et signée

***NB :** Lors de l'analyse des candidatures, les offres des candidats ne présentant pas l'ensemble des garanties professionnelles et financières ou les capacités techniques exigées ci-avant pourront être éliminées.*

*A cet effet, si l'absence de référence n'est pas de nature à éliminer un candidat elle constitue un commencement de preuve des limites afférentes aux capacités du candidat (articles R2142-1 à 4 du code de la commande publique).*

➤ **Pièces de l'offre :**

10) l'acte d'engagement dûment complété, daté et signé pour chaque lot, accompagné d'un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal.

11) l'annexe financière (bordereau des prix unitaires - BPU)) par lot

une description de la démarche proposée par le candidat faisant ressortir son intérêt pour le marché (**mémoire technique**) présentant notamment :

- l'organisation projetée en termes de moyens humains (organigramme de la société, CV détaillés, compétences proposées, nombre de techniciens) et les dispositions et engagements pour assurer la prestation en mode courant et en période de congés
- L'organisation prévue pour réaliser les missions (description des méthodologies de travail, du circuit des informations et des engagements pris par le candidat en vue d'assurer une prestation de qualité, description de la présentation des dossiers, affichage des délais sur les rendus, etc.)
- la méthodologie proposée pour le suivi des travaux en phase exécution (établissements de documents, nombre des visites, etc... )
- Qualité des livrables : le candidat doit fournir pour chaque lot, un livrable intermédiaire et un livrable final issus d'une opération suivie (pas de documents types) , les documents pourront être anonymisés pour des raisons de confidentialité
- l'engagement de l'entreprise dans une démarche de développement durable, dans le cadre du marché, selon la mise en œuvre des 3 volets de la démarche (économique, environnementale et sociale/sociétale)

12) un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal

**Une attention particulière sera apportée à la clarté et à la concision du dossier.**

### **3.2.2. Présentation de l'offre dématérialisée :**

Les offres doivent être remises via la plateforme de dématérialisation PLACE accessible à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

**Les plis devront impérativement être déposés avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées en page de garde.**

**Les offres déposées hors délai seront éliminées conformément à l'article R 2143-2 du code de la commande publique.**

## **3.3 Groupement de candidats**

Le candidat peut se présenter sous forme d'entreprise individuelle ou de groupement d'entrepreneurs conjoints ou solidaires réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Dans ce cas, le formulaire DC1 ou équivalent devra préciser si le groupement est solidaire ou conjoint et être dûment complété.

Les membres du groupement devront désigner un mandataire.

Les actes d'engagement et les annexes financières devront être soit co-signés par l'ensemble des entreprises groupées, soit signés par le mandataire seul dès lors qu'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les membres du groupement. Dans les deux formes de groupement, le nom du mandataire doit être expressément désigné dans l'acte d'engagement.

Chaque membre du groupement doit fournir les documents listés à l'article 3.2.

Les cotraitants devront fournir les pièces administratives suivantes : DC2 et annexes éventuelles, K-BIS de moins de 6 mois, RIB, attestations d'assurance en cours de validité.

Un même candidat ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché. De même, le candidat n'est pas autorisé à présenter, pour le marché ou un de ses lots, plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupement(s) ou en qualité de membre de plusieurs groupements.

Conformément à l'article R 2142-24 du Code de la Commande Publique, le mandataire d'un groupement conjoint est solidaire pour l'exécution du marché public, de chacun des membres constitutifs pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique en cas d'attribution du marché.

#### ➤ Communications et échanges d'informations par voie électronique

En cas de groupement un outil de co-signature est disponible sur la Plateforme Place : <https://www.marches-publics.gouv.fr> en cliquant sur l'item Outils informatiques.

## **ARTICLE 4. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS**

### **4.1 Modalités d'envoi des plis**

**La remise des plis par voie dématérialisée est obligatoire conformément à l'article R 2132-7 du Code de la Commande Publique.**

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat et pour un même lot, seule est ouverte la dernière offre reçue (article R2151-6 CCP), par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

En application des articles R 2132-1 à 14 du Code de la Commande Publique, les candidats doivent répondre via la plateforme Place dont l'adresse Internet est :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

et ce **avant la date et heure limite indiquée en page de garde du présent RC.**

Pour répondre sous forme dématérialisée, le candidat doit être inscrit sur la plateforme Place <https://www.marches-publics.gouv.fr> et la personne habilitée à engager le candidat doit être titulaire d'un certificat électronique afin de signer les fichiers composant sa réponse.

Les documents constitutifs de l'offre (acte d'engagement, annexes financières et cadre de réponse technique) devront être signés à l'aide d'un certificat de signature électronique valide.

#### → Copie de sauvegarde

Lorsque, conformément à l'article R 2132-11 du Code de la Commande Publique, l'offre est envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde peut être envoyée.

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde », le numéro et l'intitulé de la consultation et le nom du candidat auxquels elle se rapporte.



Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, à l'adresse suivante :

**Cellule des marchés du GHU APHP. Nord**  
**Hôpital St Louis**  
**1 av Claude Vellefaux – 75010 Paris**  
**(Cf. annexe jointe – plan d'accès)**  
**avant les date et heure limites indiqués en page de garde du présent règlement de consultation**

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que lorsque la cellule des marchés a détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique ou que ces dernières ne sont pas parvenues à la cellule des marchés dans les délais de dépôt des candidatures et des offres malgré un envoi effectué dans ces délais ou en cas d'absence de réussite d'ouverture de ces documents.

## 4.2 Format d'envoi

Les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles suivants : Adobe (.pdf), Word (.doc, .docx), ODF (.odt, .ods, .odp, .odg), Excel (.xls, .xlsx), PowerPoint (.ppt, .pptx) ou texte universel (.rtf).

Tout fichier informatique établi dans un format différent sera réputé ne pas avoir été reçu.

## ARTICLE 5. VISITE DES LIEUX

Sans objet.

## ARTICLE 6. JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

L'enregistrement et le jugement des offres sont effectués dans les conditions prévues aux articles R 2152-1 à 12 du Code de la Commande Publique.

### 6.1 Enregistrement des offres et sélection des candidatures

Les candidatures sont appréciées selon les exigences minimales requises, exigés à l'article 3.2 du présent RC.

Les candidatures sont appréciées selon les exigences minimales requises suivantes :

- la présentation de références portant sur des marchés similaires
- un chiffre d'affaires annuel minimum de 100 000.00 € sur les trois dernières années

### 6.2 Critères de jugement des offres

Pour le jugement, l'acheteur procède comme indiqué à l'article L2152-7 -8 et R2152-6 à -12 du code de la commande publique.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous :

1	Prix des prestations	40 points
---	----------------------	-----------

<b>2</b>	<b>Valeur Technique</b>	<b>55 points</b>
<b>3</b>	<b>Développement durable</b>	<b>5 points</b>

Le candidat donne un maximum de renseignements au regard de ces critères de jugement.

- Le critère 1 « **prix des prestations** » sera noté de manière proportionnelle par rapport à l'offre la moins élevée.

La formule appliquée sera :

- prix des prestations sera noté au regard d'un scenarii type établi.

Les offres seront ensuite classées selon la formule suivante :

**Note prix :  $40 \times [1 - ((\text{prix de l'offre analysée}) - \text{Offre (prix le plus bas)}) / \text{Offre (prix le plus bas)}]$**

- Le critère 2 « **Valeur technique** » sera analysé au vu des éléments suivants :
  - Sous critère 1 : Organisation projetée en termes de moyens humains (organigramme de la société, CV détaillés, compétences proposées, nombre de techniciens) et dispositions et engagements pour assurer la prestation en mode courant et en période de congé (30 points)
  - Sous-critère 2 : Organisation prévue pour réaliser les missions (description des méthodologies de travail, du circuit des informations et des engagements pris par le candidat en vue d'assurer une prestation de qualité, description de la présentation des dossiers, affichage des délais sur les rendus, etc.) (15 points)
  - Sous critère 3 : Qualité des livrables : le candidat doit fournir pour chaque lot, un livrable intermédiaire et un livrable final issus d'une opération suivie (pas de documents types) Exemples : OPC : un CR de réunion et un planning détaillé ; BC : un rapport intermédiaire et un RVRAT ; CSPS : un PV de visite et un DIUO,...).  
Les documents pourront être anonymisés pour des raisons de confidentialité
- Le critère 3 « **Développement durable** » sera étudié à l'aune des engagements pris par le candidat dans une démarche de développement durable, dans le cadre du marché, selon la mise en œuvre des 3 volets de la démarche (économique, environnementale et sociale/sociétale)

## ARTICLE 7. PIECES A FOURNIR PAR LE CANDIDAT RETENU

L'attributaire devra produire les pièces suivantes si celles-ci n'ont pas été remises lors de la candidature :

- Les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours de cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L 8221-1, L 8221-3, L 8251-1, L 8231-1, L 8241-1, L 5212-1, L 5212-2, L 5212-5, L 5212-6, L 5212-7, L 5214-1, D8222-5, L 8222-1 et L 8222-2.
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Le refus ou l'absence de la transmission desdites pièces dans les délais mentionnés par le pouvoir adjudicateur entraînera le rejet de l'offre du candidat.

## ARTICLE 8. NON RETENUS ET VOIES DE RECOURS

### 8.1 Non retenus

Les candidats non-retenus seront informés du rejet de leurs offres par l'acheteur, selon les dispositions fixées par l'article R2181-1 à -4 du code de la commande publique.

### 8.2 Recours :

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le suivant :

Tribunal administratif de Paris – 7 rue de Jouy – 75181 Paris Cedex 04.

✉ : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

☎ : 01 44 59 44 00

📠 : 01 44 59 46 46

## ARTICLE 9. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires en vue de répondre à la présente consultation, les candidats doivent poser une question sur un fichier informatique type word ou pdf au plus tard **8 jours** avant la date limite de remise des offres à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/> au niveau de cette consultation dans la section « Question ».

Il convient de regrouper toutes les questions dans un message unique afin d'en faciliter le suivi ainsi que la transmission des réponses. Les candidats pourront joindre un fichier comportant toutes les questions au message de dépôt des questions.

La cellule des marchés transmet les réponses (une note comprenant les questions et réponses sera adressée à l'ensemble des candidats qui devront télécharger à nouveau le DCE) à ces questions au plus tard **5 jours** avant la date limite de remise des offres par courriel via la plateforme de dématérialisation à l'adresse indiquée par les candidats lors du téléchargement du dossier sur la plateforme PLACE accessible à l'adresse : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

**ANNEXE 1**

**➤ REFERENCES DE PRESTATIONS SIMILAIRES**

<b>Année de mise en œuvre de la prestation (2022 -2023 - 2024)</b>	<b>Maitre d’ouvrage</b>	<b>Montant de la prestation € HT</b>	<b>Description et nature de la prestation</b>

